

SOMFY SA
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 7 400 000 €
Siège social : 50 avenue du Nouveau Monde, 74300 CLUSES
476.980.362 R.C.S. Annecy

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Suivant délibération en date du 16 mars 2011, le Conseil de Surveillance de la société Somfy (« la Société ») a adopté son règlement intérieur. Il a été modifié selon les termes qui suivent lors de la réunion du Conseil du 7 mars 2018 et entrera en vigueur le jour même. Ce règlement sera annexé au procès-verbal de cette réunion.

ARTICLE 1er OBJET DU REGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil de Surveillance est soumis aux dispositions du Code de Commerce, des articles 18 à 20 des statuts de la Société et du présent règlement intérieur.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil de Surveillance. Il veille à son bon fonctionnement.

Le présent règlement intérieur a pour objet dans l'intérêt de ses membres, de la Société et de ses actionnaires :

- de rappeler aux membres du Conseil de Surveillance leurs différentes obligations,
- de compléter les règles légales, réglementaires et statutaires afin de préciser les modalités de fonctionnement du Conseil de Surveillance et le cas échéant, de ses Comités.

Il s'impose à tous les membres du Conseil de Surveillance. Les obligations qui en découlent s'appliquent aussi bien aux représentants permanents des personnes morales qu'aux personnes physiques.

Le présent règlement comprend des dispositions relatives aux obligations des membres du Conseil relatives à la détention d'informations privilégiées.

Ces dispositions complètent celles du Code de déontologie de la Société qui s'applique à toutes les personnes initiées.

ARTICLE 2

ROLE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

En exerçant ses prérogatives légales, le Conseil de Surveillance :

- nomme les membres du Directoire chargés de définir la stratégie de la Société et désigne en son sein un Président,
- fixe les rémunérations des membres du Directoire dans les conditions prévues par la réglementation,
- exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire,
- établit le rapport sur le gouvernement d'entreprise présenté à l'Assemblée Générale des Actionnaires contenant notamment ses observations sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice,
- propose à l'Assemblée Générale des Actionnaires la désignation des Commissaires aux Comptes,
- détermine en cas d'attribution d'options ou d'actions gratuites, le nombre d'actions gratuites ou d'actions issues de la levée d'options que les dirigeants mandataires sociaux sont tenus de conserver jusqu'à la cessation de leurs fonctions,
- autorise de façon préalable les cautions, avals et garanties,
- autorise préalablement la conclusion de conventions réglementées,
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés,
- peut créer des comités spécialisés dont il nomme les membres, fixe les missions ainsi que les modalités de fonctionnement.

En outre, à titre de règle interne non opposable aux tiers, tout emprunt d'un montant supérieur au montant du capital social de la Société doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

ARTICLE 3

COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus et comprend au moins deux membres indépendants.

Un membre du Conseil de Surveillance est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa direction qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

L'indépendance est appréciée au regard des critères suivants :

- ne pas être salarié et ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes,
- ne pas être et ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, en relation d'affaires significative avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier etc.),

- ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif ;
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été commissaire aux comptes de la société au cours des six années précédentes.

Le Conseil peut considérer qu'un membre est indépendant alors qu'il ne remplit pas tous les critères d'indépendance et réciproquement considérer qu'un membre n'est pas indépendant bien qu'il remplisse tous les critères d'indépendance. Le Conseil doit alors justifier sa position.

La qualité d'indépendant s'apprécie lors de la première nomination du membre du Conseil et chaque année au moment de la rédaction et de l'approbation du rapport du Président.

Chaque membre qualifié d'indépendant, informe le Président, dès qu'il en a connaissance de tout changement dans sa situation personnelle au regard de ces mêmes critères.

Le Conseil élit un Président et un Vice-président qui organisent et dirigent les débats du Conseil de Surveillance et veillent à son bon fonctionnement.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Chacun des membres du Conseil de Surveillance est tenu de prendre connaissance et de respecter le présent règlement intérieur, les statuts de la Société ainsi que les textes légaux et réglementaires qui régissent les sociétés anonymes à Directoire et Conseil de Surveillance françaises et notamment ceux relatifs aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Les membres du Conseil de Surveillance s'engagent plus particulièrement à s'informer et appliquer :

- les règles limitant les cumuls de mandats,
- les règles relatives aux conventions et opérations conclues directement ou indirectement entre un membre du Conseil et la Société.

Chaque membre du Conseil s'engage expressément à respecter les obligations déontologiques énoncées ci-dessous :

Obligation de loyauté et de non-concurrence

L'obligation de loyauté requiert des membres du Conseil de Surveillance d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt de la Société et en aucun cas dans leur intérêt propre contre celui de la Société.

Ce devoir de loyauté contraint les membres du Conseil à une obligation de non-concurrence. Pendant toute la durée de son mandat, chaque membre du Conseil s'interdit d'exercer une quelconque fonction dans une entreprise concurrente de la Société et des sociétés qu'elle contrôle.

Dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit d'intérêts entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect ou l'intérêt de l'actionnaire ou du groupe d'actionnaires qu'il représente, le membre du Conseil concerné doit :

- en informer dès qu'il en a connaissance le Conseil,
- et en tirer toute conséquence quant à l'exercice de son mandat.

Ainsi, selon le cas, il devra :

- s'abstenir de participer aux discussions et au vote de la délibération correspondante,
- ne pas assister aux réunions du Conseil durant la période pendant laquelle il se trouve en situation de conflit d'intérêts,
- démissionner de ses fonctions de membre du Conseil.

A défaut de respecter ces règles d'abstention, voire de retrait, la responsabilité de l'intéressé pourrait être engagée.

En outre, le Président du Conseil ne sera pas tenu de transmettre au(x) membre(s) dont il a des motifs sérieux de penser qu'ils sont en situation de conflit d'intérêts au sens du présent paragraphe des informations ou documents afférents au sujet conflictuel, et informera le Conseil de Surveillance de cette absence de transmission.

Obligations de révélation

Afin de prévenir les risques de conflits d'intérêts et de permettre au Conseil de délivrer une information de qualité aux actionnaires ainsi qu'aux marchés et de respecter ses obligations légales et réglementaires, chaque membre du Conseil de Surveillance a l'obligation de donner les informations suivantes à la Société :

- Tout mandat et fonction exercés dans toute société durant l'exercice écoulé,
- Au titre des cinq dernières années :
 - tout mandat exercé en dehors du groupe contrôlé par la Société,
 - toute condamnation pour fraude,
 - toute incrimination et/ou sanction officielle et notamment tout empêchement d'agir en qualité de membre d'un organe de direction ou de surveillance d'un émetteur,
- Toutes les données nécessaires à l'établissement de la liste des initiés ;

- Toutes les transactions effectuées par lui ou pour son compte se rapportant aux actions, titres de créances, dérivés et instruments financiers liés de la Société, qu'elles soient réalisées directement ou par personne interposée.
- La liste des personnes qui lui sont étroitement liées au sens des articles 19 et 3.1.26 du Règlement (UE) 596/2014 ainsi que de l'article R. 621-43-1 du Code monétaire et financier, également soumises à l'obligation de déclaration susvisée.

Chaque membre du Conseil de Surveillance doit notifier à son conjoint non séparé, son partenaire lié par un PACS, ses enfants à charge, ses parents ou alliés résidant à son domicile depuis au moins un an et/ou toute personne morale, trust, fiducie ou partenariat dont lui ou l'une des personnes visées ci-dessus exerce les responsabilités dirigeantes* directement ou indirectement ou qui a été constitué(e) à son bénéfice, ou dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents aux siens, qu'il(s) ou elle(s) est (sont) soumise(s) à la même obligation. Il doit conserver une copie de cette notification.

Cette obligation déclarative s'applique aussi bien aux représentants permanents des personnes morales membres du Conseil de Surveillance qu'à celles-ci.

Toutefois, ne donnent pas lieu à notification, les opérations réalisées dont le montant cumulé n'excède pas 20.000 euros pour l'année civile en cours.

Cette information doit être faite dans les trois jours ouvrés suivant l'opération, par voie électronique :

- A l'AMF en utilisant le système ONDE (<https://onde.amf-france.org/remiseinformationemetteur/client/ptremiseinformationemetteur.aspx>) ;
- A la société à l'adresse : operationstitresdirigeants@somfy.com

*Sur la notion d'« exercice de responsabilités dirigeantes » dans ce cadre, l'ESMA considère qu'il faut que le dirigeant prenne part ou influence les décisions de réaliser des transactions sur les instruments financiers de la société cotée dans la personne morale (trust ou partnership) qui effectue l'opération (ESMA Questions and Answers On the Market Abuse Regulation).

Obligations liées à la détention d'informations privilégiées – Prévention des délits et manquements d'inités

D'une façon générale et s'agissant des informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, tout membre du Conseil de Surveillance doit se considérer astreint à un véritable secret professionnel qui dépasse la simple obligation de discrétion prévue par l'article L. 225-92 du Code de Commerce.

Plus précisément, du fait de l'exercice de ses fonctions, tout membre du Conseil de Surveillance dispose ou est amené à disposer régulièrement d'informations privilégiées. Il est rappelé qu'une information privilégiée est une information à

caractère précis qui n'a pas été rendue publique, qui concerne, directement ou indirectement, un ou plusieurs émetteurs, ou un ou plusieurs instruments financiers, et qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'influencer de façon sensible le cours des instruments financiers concernés ou le cours d'instruments financiers dérivés qui leur sont liés.

A ce titre, chaque membre du Conseil de Surveillance figure sur la liste d'initiés établie par la Société et tenue à la disposition de l'AMF.

Dès lors qu'il détient une telle information, un membre du Conseil de Surveillance doit s'abstenir¹ :

- d'effectuer ou tenter d'effectuer des opérations d'initiés (ci-après « Opérations d'Initiés »), notamment :
 - en acquérant ou en cédant, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, directement ou indirectement, des instruments financiers auxquels cette information se rapporte
 - en annulant ou modifiant des ordres passés antérieurement sur des instruments financiers de la Société
- de recommander ou tenter de recommander à une autre personne d'effectuer des Opérations d'Initiés ou inciter ou tenter d'inciter une autre personne à effectuer des Opérations d'Initiés, sur le fondement d'une information privilégiée,
- de divulguer ou tenter de divulguer de manière illicite des informations privilégiées, c'est-à-dire divulguer ces informations à une autre personne, sauf lorsque cette divulgation a lieu dans le cadre normal de l'exercice d'un travail, d'une profession ou de fonctions.
- de faire usage ou communiquer une recommandation ou incitation formulée par un initié si la personne sait ou devrait savoir que celle-ci est fondée sur une information privilégiée.

Les comportements interdits décrits ci-dessus peuvent donner lieu, selon le cas, à la mise en œuvre soit d'une action publique devant le juge pénal soit d'une action administrative devant la Commission des sanctions de l'AMF.

Les sanctions encourues sont les suivantes² :

- La Commission des sanctions de l'AMF peut infliger aux contrevenants une sanction pécuniaire dont le montant peut atteindre 100 000 000 euros ou, le décuple du montant de l'avantage retiré du manquement.
- Le juge pénal peut infliger aux contrevenants les sanctions suivantes :
 - 100 000 000 euros d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple du montant de l'avantage retiré du délit, sans que l'amende puisse être inférieure à cet avantage,
 - Cinq ans d'emprisonnement.

¹ Articles 8, 10 et 14 du Règlement (UE) n°596/2014 relatif aux Abus de Marché

² Les modalités de répartition des rôles entre l'AMF et le Parquet ont été revues afin de respecter le principe du « non bis in idem » qui interdit des doubles poursuites pour les mêmes faits (voir décision du conseil constitutionnel du 18 mars 2015).

Les membres du Conseil devront s'abstenir d'intervenir sur les titres de la Société (notamment par levée de stock-options, cession d'actions, en ce compris les actions issues de levées d'options ou d'attributions gratuites, achat d'actions) :

- **30 jours calendaires** minimum avant la publication du communiqué sur les comptes annuels et semestriels,
- **15 jours calendaires** minimum avant la publication de chaque chiffre d'affaires

Un planning de ces fenêtres négatives, compte-tenu des dates de publications périodiques programmées, est mis en ligne sur l'intranet de la Société. Il est nécessaire de le consulter avant toute intervention.

Par ailleurs, il est recommandé aux membres du Conseil qui souhaitent intervenir sur les titres de vérifier que les informations dont ils disposent ne sont pas des informations privilégiées.

Obligation de diligence

Tout membre du Conseil de Surveillance doit consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaires.

Chaque membre du Conseil s'engage à être assidu et :

- à assister en personne, le cas échéant, par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, à toutes les réunions du Conseil, sauf en cas d'empêchement insurmontable,
- à assister à toutes les assemblées générales d'actionnaires,
- à assister aux réunions des Comités créés par le Conseil de Surveillance dont il serait membre.

Devoir de se documenter

Chaque membre du Conseil de Surveillance doit s'assurer qu'il a obtenu toutes les informations nécessaires et en temps suffisant sur les sujets qui seront évoqués lors des réunions. Il est fourni aux membres du Conseil, en un délai suffisant, toute information nécessaire entre les réunions du conseil lorsque l'actualité le justifie.

Pour participer efficacement aux travaux et aux délibérations du Conseil de Surveillance, il se fait communiquer les documents qu'il estime utiles.

Les demandes à cet effet sont formulées auprès du Président du Conseil de Surveillance qui est tenu de s'assurer que les membres du Conseil sont en mesure de remplir leur mission et de répondre à la demande dans un délai de dix jours.

Toute difficulté rencontrée dans l'exercice de ce droit est soumise au Conseil de Surveillance. Tel est le cas, en particulier, lorsque le Président ne répond pas favorablement aux demandes d'un membre du Conseil de Surveillance et que celui-ci tient la ou les raisons invoquées pour injustifiées ou lorsque le Président n'a pas fait connaître sa réponse dans le délai susmentionné.

Un compte de résultat détaillé et commenté est présenté par le Directoire à l'occasion de chaque clôture semestrielle ou annuelle.

ARTICLE 5

REUNIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Fréquence

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt social et au moins quatre fois par an dont une fois par trimestre, afin de permettre un examen approfondi des thèmes abordés.

Les dates des réunions annuelles sont fixées au plus tard lors de la première réunion qui suit l'ouverture de l'exercice social.

Lieux de réunions

Les réunions se tiennent en tout lieu indiqué dans la convocation.

Convocation et droit d'information préalable

Les convocations peuvent être faites par tous moyens.

Sauf circonstances particulières, elles sont expédiées sept jours au moins avant chaque réunion.

Sont joints à la convocation, adressés ou remis aux membres du Conseil de Surveillance dans un délai raisonnable préalable à la réunion, tous les documents de nature à les informer sur l'ordre du jour et sur toutes questions qui sont soumises à l'examen du Conseil.

Elles doivent préciser, le cas échéant, si la participation peut se faire par des moyens de visioconférence ou de télécommunication et les modalités de celles-ci.

Évaluation

Une fois par an, le Conseil de Surveillance consacre un point de son ordre du jour à un débat sur sa composition, son organisation et son fonctionnement. Il procède également à une évaluation formalisée au moins tous les trois ans.

L'évaluation a pour objet de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues.

A l'occasion de chaque évaluation annuelle, le Président du Conseil invite les membres à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil, des comités, ainsi que sur la préparation de ses travaux.

Dans ce cadre, il apprécie les missions effectivement réalisées par le comité au regard des objectifs qui lui ont été fixés et formule des pistes d'amélioration du fonctionnement du comité³.

Procès-verbaux

Le projet du procès-verbal de chaque délibération du Conseil de Surveillance est adressé ou remis à tous les membres du Conseil de Surveillance au plus tard en même temps que la convocation de la réunion suivante.

Utilisation des moyens de visioconférence ou de télécommunication

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent participer à la réunion du Conseil de Surveillance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Cette modalité de participation n'est pas applicable pour l'adoption des décisions qui ont pour objet la vérification et le contrôle des comptes sociaux et consolidés.

Les moyens mis en œuvre doivent permettre l'identification des participants et garantir leur participation effective.

Le procès-verbal de délibération mentionne la participation de membres du Conseil de Surveillance par les moyens de visioconférence ou de télécommunication et, le cas échéant, la survenance d'éventuels incidents techniques si elle a perturbé le déroulement de la séance.

Il est toutefois précisé que le Conseil privilégie la présence physique. En cas d'impossibilité, l'organisation de visioconférence est préférable à l'échange téléphonique.

ARTICLE 6 COMITES

Le Conseil de Surveillance sur proposition de son Président peut créer des Comités aussi souvent que l'intérêt social l'exige. Il en fixe la composition et les attributions. Les conditions de création et la composition du Comité d'Audit sont cependant fixées par la loi.

³ Recommandation formulée par le groupe de travail présidé par M. Poupart Lafarge dans son rapport final sur le comité d'audit du 22 juillet 2010 (§6.1.8)

Si les Comités établissent leur propre règlement intérieur, ils le font approuver préalablement par le Conseil de Surveillance.

Chaque Comité a un rôle d'étude, d'analyse et de préparation de certaines délibérations du Conseil relevant de sa compétence, ainsi que d'étude des sujets et/ou projets que le Conseil ou son Président renvoie à son examen. Il a un pouvoir consultatif et agit sous l'autorité et la responsabilité du Conseil de Surveillance à qui il rend compte.

Le Conseil fixe la composition et les attributions de chaque Comité. Il peut décider à tout moment de modifier la composition des Comités. Il désigne au sein de chaque Comité un Président.

Chaque Comité se réunit sur convocation de son Président et définit la fréquence de ses réunions. Celles-ci se tiennent au siège social de la Société ou en tout autre lieu décidé par le Président.

Le Président de chaque Comité établit l'ordre du jour des réunions et dirige les débats. Pour délibérer valablement, la moitié au moins des membres du Comité doit être présente. Les membres des Comités ne peuvent pas se faire représenter.

Un compte rendu écrit de chaque réunion est établi. Ce procès-verbal est communiqué aux membres du Comité considéré et aux autres membres du Conseil.

Le Président du Comité ou l'un de ses membres rend compte des travaux du Comité à la plus proche séance du Conseil.

Chaque Comité peut décider d'inviter à ses réunions, en tant que de besoin, toute personne de son choix.

Un des membres du Comité en assure le secrétariat.

Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit a fait approuver par le Conseil de Surveillance son Règlement Intérieur auquel il convient de se référer.

Le Comité des Rémunérations

- **Composition**

Ce comité est composé exclusivement de membres du Conseil et doit comprendre au moins 50% de membres indépendants.

- **Attributions**

Le Comité a pour mission de faire au Conseil de Surveillance toute recommandation relative à la rémunération des membres du Directoire.

Ces recommandations portent sur l'ensemble des éléments de rémunération : la partie fixe, la partie variable (bonus), les attributions d'options de souscription, d'options d'achat ou encore d'actions gratuites, conditions de retraite et avantages particuliers.

Elles portent également sur l'équilibre des différents éléments constituant la rémunération globale et leurs conditions d'attribution, notamment en termes de performances.

- **Modalités particulières de fonctionnement**

Le Comité des Rémunérations se réunit au moins une fois par an, avant le Conseil qui procède à l'examen des rémunérations des membres du Directoire, ou qui arrête l'ordre du jour d'une Assemblée Générale appelée à statuer sur des projets de résolutions relatifs aux questions relevant de son domaine de compétence.

En outre, il se réunit en tant que de besoin sur convocation de son Président, à son initiative ou encore à la demande du Président du Conseil de Surveillance.

ARTICLE 7 REMUNERATION

Tout membre du Conseil de Surveillance peut recevoir des jetons de présence dont le montant est voté par l'assemblée générale ordinaire et dont la répartition est décidée par le Conseil de Surveillance, en fonction de son appartenance éventuelle à un ou plusieurs Comités, de son assiduité et du temps qu'il consacre à ses fonctions.

Chaque membre du Conseil de Surveillance a droit au remboursement des frais de déplacement occasionnés dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 8 SUCCESSION DES DIRIGEANTS⁴

Le sujet de la succession des dirigeants mandataires sociaux et des personnes clés : membres du Directoire et Président du Conseil de Surveillance, est régulièrement inscrit à l'ordre du jour du Comité des Rémunérations qui en rend compte au Conseil de Surveillance.

ARTICLE 9 POLICE D'ASSURANCE - RCMS

Une police d'assurance Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux est souscrite par la Société et un résumé de cette police est remis à tout nouveau membre du Conseil de Surveillance.

⁴ R7 du code Middenext

ARTICLE 10
ADAPTATION, MODIFICATIONS ET PUBLICITE DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement intérieur pourra être adapté et modifié par décision du Conseil de Surveillance prise dans les conditions fixées par les statuts.

Tout nouveau membre du Conseil de Surveillance sera invité à le ratifier concomitamment à son entrée en fonction.

Tout ou partie du présent règlement intérieur sera rendu public.

Fait à Cluses,
Le 7 mars 2018
En un exemplaire

Marie BAVAREL-DESPATURE

Paule CELLARD

Sophie DESORMIERE

Victor DESPATURE

Florence NOBLOT

Michel ROLLIER

Anthony STAHL